


Mali : l'armée repousse une attaque djihadiste aux portes de la capitale

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

▶ Écouter cet article 

00:00/05:02 



Un soldat pointe un fusil sur un homme soupçonné d'avoir pris part à une attaque "terroriste" déjouée, au Mali, le 22 juillet 2022. - / AFP

Le bilan provisoire est d'un soldat malien tué et six blessés, dont un civil. Sept assaillants sont «neutralisés», et huit ont été interpellés. C'est la première attaque terroriste ciblée sur la base stratégique de Kati.

L'armée malienne a affirmé vendredi 22 juillet avoir repoussé une attaque «terroriste» attribuée à des djihadistes kamikazes qui ont tué au moins un soldat aux portes de la capitale Bamako, dans la ville garnison de Kati, cœur de l'appareil militaire et résidence du chef de la junte au pouvoir.

«Les forces armées maliennes viennent de contenir encore des tentatives désespérées des terroristes de la Katiba Macina», affiliée au groupe djihadiste al-Qaïda, «qui, tôt ce matin, aux environ de 05h00 (locales et GMT) ont tenté des actions kamikazes avec deux véhicules piégés bourrés d'explosifs contre une installation de la direction du matériel, des hydrocarbures et des transports des armées», a déclaré l'État-major des armées maliennes dans un communiqué.

Situation sécuritaire très dégradée

Le bilan provisoire de cette attaque est d'un soldat malien tué et six blessés, dont un civil, et de 7 assaillants «neutralisés», 8 interpellés et beaucoup de matériel récupéré, poursuit le communiqué. Très tôt, plusieurs habitants ont relaté à l'AFP une «attaque» visant la base de Kati. «On a été réveillés par des tirs à 5 heures du matin et des bruits d'explosion», a raconté un habitant sous couvert de l'anonymat.

«La situation est sous contrôle et le ratissage est en cours pour débusquer les auteurs et leurs complices», a affirmé dans la matinée l'armée sur sa page Facebook. Les hélicoptères qui survolaient la base militaire après l'attaque se sont posés et les habitants ont repris leurs occupations dans la ville, a constaté un journaliste de l'AFP à la mi-journée. Jamais la base stratégique de Kati, située à seulement une quinzaine de kilomètres de Bamako, n'a été directement ciblée par une attaque djihadiste.

À VOIR AUSSI - Mali: 132 civils tués dans des attaques lancées par des djihadistes présumés

Les actuelles autorités militaires avaient pris le pouvoir par la force le 18 août 2020 à Kati, avant de «descendre» sur Bamako. C'est également à Kati - où résident le colonel Assimi Goïta, proutident de la transition et son puissant miniprout de la Défense, le colonel Sadio Camara - que sont systématiquement retenues les personnalités arrêtées lors des coups de force. Malgré une situation sécuritaire très dégradée, la junte s'est détournée de la France et de ses partenaires, préférant s'en remettre à la Russie pour tenter d'endiguer la propagation djihadiste qui a gagné une grande partie du pays ainsi que le Burkina Faso et le Niger voisins.

Attaques coordonnées

Cette attaque est intervenue au lendemain d'une série de raids quasi simultanés attribués à des djihadistes dans six localités différentes du Mali, dans les régions de Koulikoro (proche de Bamako) ainsi que de Ségou et Mopti (centre). À l'aube jeudi, à

la même heure que les tirs de ce vendredi, des hommes armés identifiés par l'armée comme membres de la katiba Macina ont attaqué des postes de contrôle, gendarmerie, camp militaire, notamment dans la localité de Kolokani, à une centaine de kilomètres au nord de Bamako.

C'était la première fois depuis 2012 que des attaques aussi coordonnées se déroulent si près de la capitale en pleine saison des pluies. Mais la fréquence des attaques visant les régions du sud du Mali, auparavant épargnées, a augmenté depuis plusieurs mois. Le Mali, pays pauvre et enclavé au cœur du Sahel, est pris dans un engrenage de violences multiformes depuis dix ans.

Djihadistes de l'EI

D'abord en proie à un conflit avec des groupes rebelles indépendantistes, qui ont depuis signé un accord de paix en 2015, le pays fait face à une multitude de groupes armés affiliés aux nébuleuses djihadistes mondiales. La principale coalition est le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM, JNIM en arabe), affilié à al-Qaïda et mené par Iyad Ag Ghali. Le GSIM, dont l'influence sur le terrain ne cesse de s'étendre, comprend une myriade de groupes dont la katiba Macina et opère principalement au Mali et Burkina Faso.

Sont également présents des djihadistes affiliés à l'organisation État islamique (EI), installés dans la zone dite des trois frontières entre Mali, Burkina Faso et Niger ainsi que sur la frontière entre Mali et Niger. S'ajoute aux violences incessantes une situation politique tendue entre la junte et ses partenaires occidentaux et régionaux, teintée d'accrocs diplomatiques à répétition.

Sanctions économiques

Avec la France, d'abord, que le Mali a poussée vers la sortie début 2022 après neuf ans de présence militaire dans le pays, via l'opération Serval puis Barkhane. Puis avec la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest (Cédéao), qui a durant six mois durement sanctionné le Mali en raison du non-respect de ses engagements, notamment sur la question sensible du retour des civils au pouvoir.

Les sanctions économiques et financières ont finalement été levées début juillet après la présentation d'un chronogramme électoral fixant le prochain scrutin proutidentiel à février 2024. Le médiateur de la Cédéao, l'ancien proutident nigérian Goodluck Jonathan, est actuellement à Bamako où il doit rencontrer le chef de la junte.

À VOIR AUSSI - Mali: la junte fixe à 2 ans le délai avant un retour des civils au pouvoir